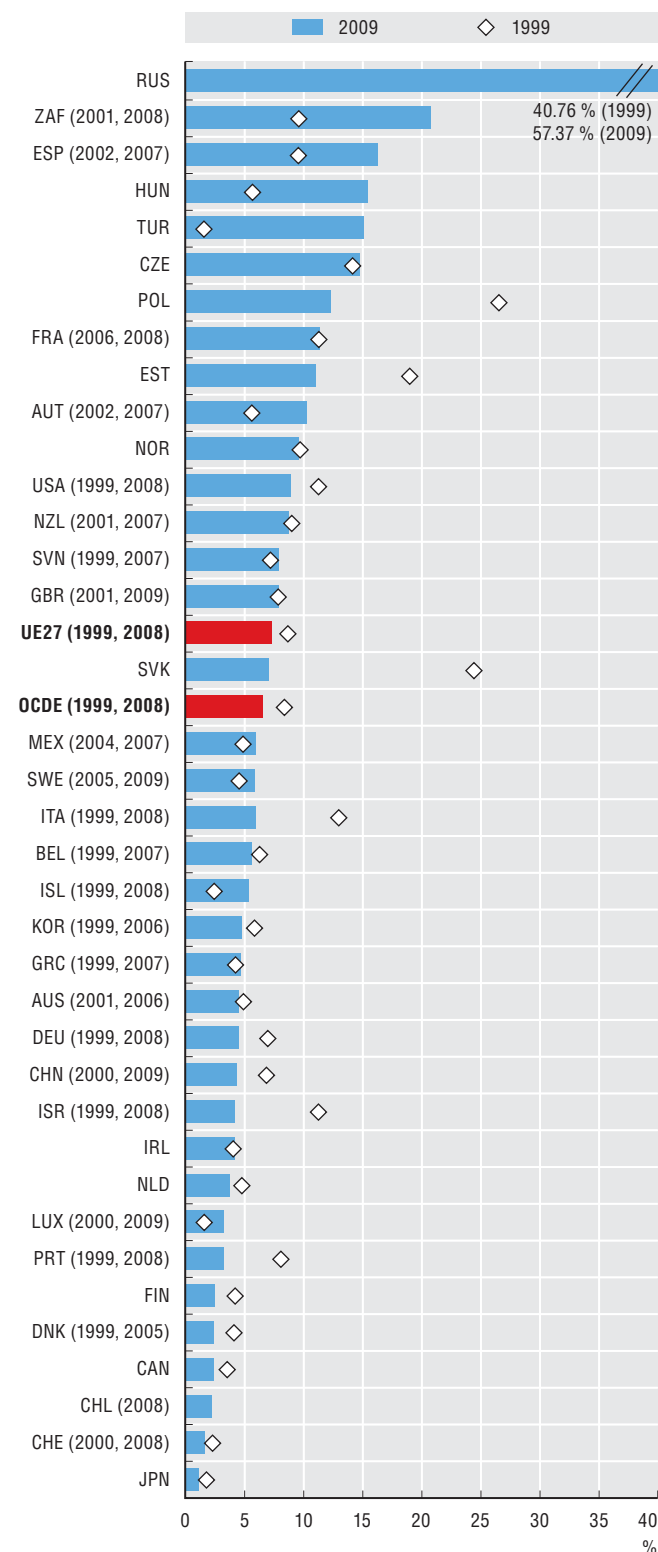


3. PARTAGER LA CONNAISSANCE

1. Financements croisés public-privé de la R-D

Part de la R-D des entreprises financée par l'État, 1999 et 2009

En pourcentage de la R-D des entreprises



Source : OCDE, Base de données sur la recherche et développement, juin 2011. Voir notes de chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932489718>

Les interactions entre secteurs public et privé sont complexes au regard du financement et des résultats de la R-D. L'État a le choix entre divers instruments pour favoriser la R-D des entreprises. En général, il finance directement ces activités via des subventions ou des marchés publics. Plus de 15 % de la DIRDE (dépense intérieure brute de R-D du secteur des entreprises) sont financés directement par les pouvoirs publics dans la Fédération de Russie, en Afrique du Sud, en Espagne, en Hongrie et en Turquie. Dans la zone OCDE, l'État finance près de 7 % de l'ensemble de la DIRDE, contre près de 9 % en 1999. Les pays où les financements publics sont les plus élevés sont aussi ceux où les hausses sont les plus fortes : en Fédération de Russie, ils sont passés de 40 % à 57 %. En revanche, on trouve les baisses les plus importantes de la part relative des financements publics en Pologne, en Estonie, en Slovaquie, en Italie, en Israël (hors R-D dans le secteur de la défense) et au Portugal. Les réductions sont moindres aux États-Unis, en Allemagne et en Chine.

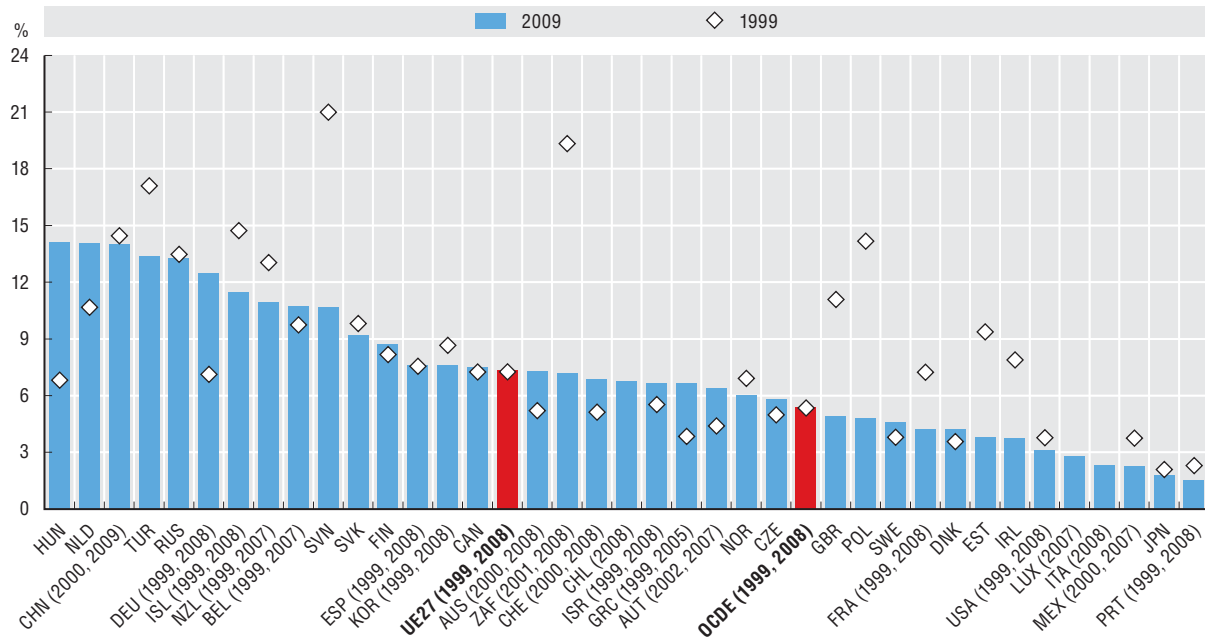
Les systèmes « publics » de R-D sont très différents selon les pays et présentent diverses combinaisons entre instituts de recherche publics et universités privées ou publiques financées à divers degrés par des fonds publics. Pour analyser la contribution des entreprises à la R-D menée dans ce secteur quasi-public, le secteur public et le secteur universitaire sont regroupés afin d'améliorer la comparabilité internationale. C'est en Hongrie, aux Pays-Bas, en Chine, en Turquie, en Fédération de Russie et en Allemagne que le financement par des entreprises de la R-D publique et universitaire est le plus élevé. Dans la zone OCDE, la situation n'évolue guère dans ce domaine, malgré des hausses sensibles en Allemagne, aux Pays-Bas et en Hongrie, et des baisses marquées en Slovaquie, en Afrique du Sud, en Pologne et au Royaume-Uni.

Définitions

La R-D des entreprises financée par l'État correspond à la part de la DIRDE que les entreprises attribuent aux financements publics directs (pouvoir central, régional ou local) lorsqu'elles décrivent les sources de financement des dépenses de R-D intra-muros. Il peut s'agir de subventions et de certains types de prêts et de marchés publics, mais pas d'incitations fiscales ni de participations financières dans le cas des entreprises publiques. La R-D de l'enseignement supérieur et du secteur public financée par des entreprises (sous forme de subventions, dons et contrats) représente la contribution d'entreprises nationales aux dépenses de R-D intra-muros de ces secteurs.

Part de la R-D de l'enseignement supérieur et du secteur public financée par des entreprises, 1999 et 2009

En pourcentage de la R-D de ces secteurs (regroupés)



Source : OCDE, Base de données sur la recherche et développement, mai 2011. Voir notes de chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932489737>

Mesurabilité

L'estimation des flux de financements croisés de la R-D tient essentiellement à la capacité des enquêtes et des autres instruments statistiques d'identifier diverses sources de financement des dépenses de R-D intra-muros. Selon le *Manuel de Frascati* de l'OCDE, l'identification d'un flux de financements nécessite un transfert de ressources direct, qui doit être à la fois délibéré et utilisé pour la R-D. Les prêts remboursables aux conditions du marché ne sont pas considérés comme des transferts et sont donc exclus de la définition. Dans la mesure où certains prêts ne seront pas remboursés entièrement, il peut être difficile d'identifier à l'avance quels types de prêt doivent être exclus. En présence de sous-traitants et d'intermédiaires, il est encore plus difficile de remonter jusqu'à la source des fonds, par exemple lorsque les financements proviennent d'organisations supranationales et sont distribués par des intermédiaires nationaux.



Extrait de :
**OECD Science, Technology and Industry
Scoreboard 2011**

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/sti_scoreboard-2011-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Financements croisés public-privé de la R-D », dans *OECD Science, Technology and Industry Scoreboard 2011*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/sti_scoreboard-2011-22-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.